



**Interview de François Villeroy de Galhau
Gouverneur de la Banque de France
Europe 1 – L'interview politique d'Audrey Crespo-Mara
14 septembre 2018**

Audrey Crespo-Mara

Bonjour François Villeroy de Galhau.

François Villeroy de Galhau

Bonjour Audrey Crespo-Mara.

Ancien conseiller du Premier ministre Pierre Berezgouy et directeur de cabinet de Dominique Strauss-Kahn, vous êtes depuis trois ans le Gouverneur de la Banque de France. Les banquiers sont considérés comme les responsables des crises financières que connaissent les Etats, des politiques d'austérité mises en place partout en Europe. On exagère quand on dit que c'est vous qui dirigez le monde ou pas tant que ça au fond ?

On exagère tout à fait. Ceux qui dirigent le monde, ce sont les dirigeants que nous avons élus.

Vraiment ?

Les banques centrales comme la Banque de France, qui sont très différentes des banques commerciales, ont fait partie de celles qui ont beaucoup travaillé depuis la crise pour réparer les dégâts. Il y a eu beaucoup de progrès mais il faut rester très vigilant.

Monsieur le Gouverneur de la Banque de France, comment vont les comptes de la France ? Avant-hier ici-même, Bruno LE MAIRE annonçait 1,7 % de croissance en 2018 et 2019, l'une des plus faibles d'Europe et vous le trouvez un peu optimiste.

Nous publions juste ce matin notre prévision pour 2018 et les deux années suivantes : le vent reste porteur pour l'économie française. C'est une prévision tout à fait indépendante du gouvernement. C'est aussi cela qui fait son intérêt, et elle est traditionnellement un peu plus prudente. Nous prévoyons 1,6 % de croissance pour l'économie française cette année comme les

deux années suivantes. C'est supérieur à la vitesse de croisière habituelle de l'économie française.

Donc 1,6 % au lieu de 1,7. C'est votre calculette qui arrondit à la baisse ou vous êtes plus objectif que le gouvernement ?

Encore une fois, nous conduisons nos travaux de façon tout à fait indépendante. C'est traditionnellement plus prudent mais il faut regarder ce qu'il y a derrière ce chiffre plutôt favorable.

Justement, est-ce que cette décimale en moins va affecter encore une fois les Français ?

La question n'est pas la décimale en moins. Nous n'avons pas regardé la prévision du gouvernement. Mais il faut regarder ce qui accompagne ce vent qui reste favorable. Cela veut dire beaucoup de créations d'emplois encore en France : nous attendons autour de 200 000 cette année. Cela veut dire du pouvoir d'achat pour les Français, y compris avec une inflation qui va un peu baisser.

On va en parler dans un instant.

Un pouvoir d'achat d'environ un pour cent par an cette année comme les années suivantes. Et cela veut dire, c'est évidemment très important, un taux de chômage qui va continuer à baisser. Il faudrait essayer qu'il baisse encore plus vite, mais nous prévoyons un taux de chômage d'environ 8 % pour la France métropolitaine à la fin 2020.

Restons sur la croissance. La croissance de la zone euro n'est ni à 1,7 ni à 1,6 mais bien à 2,20. Pourquoi sommes-nous les mauvais élèves de l'Europe ? Est-ce qu'Emmanuel MACRON et le gouvernement n'ont pas encore eu le temps ?

D'abord une précision puisque j'étais hier à Francfort pour la Banque centrale européenne : nous avons publié dans le même temps une croissance pour la zone euro de 2 %. Mais vous avez raison, elle est supérieure à la France et là, je crois que les choses sont très simples. La France est encore en retard de croissance sur nos voisins européens...

Pourquoi ?

... parce que la France est en retard de réformes. Quand vous regardez nos voisins européens qui ont à peu près le même modèle de société que nous, ceux qui ont davantage de croissance que nous, ce sont ceux qui ont fait les réformes plus tôt. Il faut donc que nous profitions absolument de cet environnement favorable pour poursuivre les réformes.

Qui sont suffisantes ou qui ne sont pas suffisantes actuellement ?

Dans notre prévision faite de façon tout à fait indépendante, nous prévoyons que la France rattrape le train européen en 2020, d'ici deux ans. Il y a eu des réformes tout à fait importantes

faites ces derniers temps, notamment sur tout ce qui est formation qui est un de nos vrais retards. L'apprentissage, la formation professionnelle, l'éducation : il faut donner au maximum de jeunes le maximum de chances. Il faut aussi rattraper notre retard sur les dépenses publiques...

Qui montent encore. 0,6 % en 2019.

Avec le même modèle social que nos voisins – je crois que ce n'est pas la peine de se comparer hors d'Europe –, mais si on se compare à l'Allemagne ou même à l'Italie ou à l'Espagne, le même modèle social nous coûte plus cher : donc nous devons faire des progrès là-dessus. Tout le monde veut payer moins d'impôt, avoir moins de dette mais pour cela il faut limiter les dépenses.

Vous parlez d'un pouvoir d'achat en hausse. Ce n'est pas sûr que les Français le ressentent, mais un pour cent de plus. L'inflation, elle est assez forte : 1,7 sur un an et même 2,3 en juillet. L'inflation, c'est comme la rougeole : on croyait que c'était éradiqué mais non.

Il y avait même, souvenez-vous, la crainte inverse. On pensait qu'on allait avoir ce qu'on appelait la déflation, c'est-à-dire un recul des prix et des salaires. Il y a eu une poussée d'inflation en France et en Europe au début de cette année qui est largement liée au prix du pétrole.

Ça va se calmer, là, ou pas ?

Ce que nous prévoyons, c'est qu'on va redescendre d'ici l'année prochaine un peu sous les 2 % qui nous paraît être la bonne santé de l'économie. Il faut une inflation faiblement positive dans une économie qui va bien.

Monsieur le Gouverneur de la Banque de France, autre sujet qui vous concerne directement et qui concerne directement les Français. Le gouvernement a demandé une baisse des frais bancaires pour les plus fragiles avec un plafonnement à 20 euros par mois. C'est vous qui êtes envoyé au front pour convaincre les établissements de baisser ces frais pour les plus démunis. Si les banques veulent redorer leur image, c'est le moment. Elles ont combien de temps ?

Je suis effectivement très engagé dans ce combat avec les hommes et les femmes de la Banque de France. Nous avons obtenu des banques des engagements à limiter les frais bancaires pour tous les clients fragiles qui bénéficient de ce qu'on appelle l'offre spécifique.

C'est combien de personnes ?

L'engagement est d'abord qu'il y ait cinq cent mille personnes qui en bénéficient, c'est 30 % de plus qu'aujourd'hui d'ici la fin de l'année prochaine, et que les frais soient plafonnés à 20 euros par mois et à 200 euros par an. Il y a deux plafonds. Maintenant, je vais prendre un autre engagement ici. Les décisions sur la réforme, c'est très important ; mais leur mise en oeuvre et la vérification, c'est aussi important. Je m'engage donc à ce que cet engagement, nous le suivions

d'extrêmement près pour qu'il améliore réellement la vie de centaines de milliers de nos concitoyens.

D'ici à ?

D'ici à la mi de l'année prochaine puisqu'il faut juste un délai de mise en oeuvre informatique.

Donc juin 2019. Le gouvernement voudrait que les frais bancaires soient repensés pour l'ensemble des Français, quand on sait que les frais liés au découvert bancaire rapportent près de cinq milliards par an de bénéfices aux banques soit 30 % de leurs revenus. Qu'avez-vous prévu comme un chantage pour qu'elles s'exécutent ?

Je crois que le chiffre de cinq milliards est exagéré.

C'est combien ? C'est combien si ce n'est pas cinq milliards ?

Je n'ai pas le chiffre total mais il est inférieur à cela. Ceci dit, il faut évidemment surveiller les frais de découvert. Ce n'est pas anormal que quand il y a des découverts trop forts, il y ait des frais qui soient payés. Mais d'abord, il faut s'occuper des clients les plus fragiles – nous en avons parlé – et pour tous les autres, il faut des dispositifs d'information et de prévention. Nous y veillerons activement avec les banques.

Monsieur le Gouverneur de la Banque de France, il y a dix ans tout juste, le 15 septembre 2008, la faillite de la banque LEHMAN BROTHERS plongeait l'économie mondiale dans une crise sans précédent depuis 1929. Dix ans plus tard, on dit que de nouvelles crises financières sont possibles. Personne n'a tiré les leçons de ce qui s'est passé ?

Il y a eu une crise très grave, et il y a eu des travaux de réparation très actifs qui ont été menés. L'économie va mieux, nous le disons tout à l'heure. Les règles de sécurité des banques ont été beaucoup renforcées et les banques centrales, dont la Banque de France, ont été extrêmement actives dans ces travaux de réparation. Maintenant, il ne faut jamais s'assoupir. Il ne faut jamais s'imaginer qu'on est à l'abri d'une crise et je suis donc très attentif à deux tentations qu'on voit aujourd'hui. Il y a la tentation de l'oubli, notamment aux Etats-Unis. On dit : « C'était il y a dix ans. Il serait peut-être temps de relâcher les règles ou de recommencer la croissance trop forte des activités financières ou la croissance des rémunérations. » Ça, ce serait très dangereux. Et puis, il y a la tentation du chacun pour soi ou du repli. Si on a pu dépasser les conséquences de la crise financière, c'est parce que tout le monde s'y est mis pour réparer la maison, ensemble.

Et le protectionnisme de Donald TRUMP est inquiétant.

Exactement. Aujourd'hui, on voit la politique de monsieur TRUMP sur le protectionnisme ou sur une relance à crédit aux Etats-Unis. A court terme, c'est bon pour les Etats-Unis ; à long terme, c'est mauvais pour tout le monde. Et ça, cela peut nourrir une prochaine crise.

Avant de se quitter, entre nous. Vous dirigez la Banque de France : est-ce qu'avoir mis un ancien banquier à la tête du pays était une si bonne idée que ça ?

Dans mon cas, j'ai été extrêmement clair sur le fait que j'ai coupé tous les liens avec mon métier passé. Cela avait été salué il y a trois ans et été approuvé majoritairement par le Parlement.

Je parle d'Emmanuel MACRON.

Je parlais de mon cas. Je n'ai pas à commenter le président de la République.

Je vous parlais d'Emmanuel MACRON ancien banquier.

Je peux vous dire que connaître comment fonctionne l'économie, comment fonctionne concrètement le financement aux entreprises, c'est un atout. Sur le président de la République, je n'ai aucun commentaire à faire, à part que ce sont les Français qui l'ont choisi très normalement. Nous le savions parfaitement et ensuite, c'est la démocratie qui fonctionne. Un certain nombre de réformes aujourd'hui vont dans le bon sens pour corriger ce que vous disiez tout à l'heure. Depuis plusieurs années, la France est en retard de croissance en Europe. Or il n'y a aucune raison : nous sommes aussi doués que nos voisins, nous avons le même modèle social. A nous de faire aussi bien et demain de faire mieux. Nous en avons les moyens ensemble.

Merci François Villeroy de Galhau